

Durban, Macédoine... L'UE s'affirme sur la scène diplomatique.

# Les Quinze, heureux conciliateurs

Genval envoyé spécial

L'Union européenne a-t-elle enfin un numéro de téléphone? Cette plaisanterie d'Henry Kissinger, le secrétaire d'Etat de Nixon dans les années 70, destinée à stigmatiser l'impuissance des Européens, est en passe d'être démentie. A Durban, en Macédoine et au Proche-Orient (lire pages 2 et 3), l'Union parvient à faire entendre sa voix. En quelques mois, la si décriée «politique étrangère et de sécurité commune» (PESC) semble avoir terminé sa longue gestation, entamée à Maastricht en 1991. «On est passé du déclamatoire à l'opérationnel», se réjouit un porte-parole de la Commission. Le retrait américain de la scène diplomatique mondiale depuis l'élection de George Bush junior facilite, il est vrai, cette émergence européenne, même si Hubert Védrine, chef de la diplomatie française, refuse de s'en réjouir: «Le malheur des uns fait le bonheur des autres? Je ne crois pas que l'on puisse raisonner comme cela.»

**D'une seule voix.** De fait, la PESC est loin d'avoir atteint sa pleine maturité, les actions européennes restant encore limitées et l'accord à quinze difficile à obtenir. Mais si l'Union n'est pas encore près de jouer le rôle des Etats-Unis, il est difficile de ne pas reconnaître que l'habituelle cacophonie des Quinze (par exemple, en début d'année, sur la reconnaissance en

désordre de la Corée du Nord) se raréfie...

Les quinze ministres des Affaires étrangères, réunis «informellement» ce week-end à Genval (au sud de Bruxelles), avaient d'ailleurs du mal à dissimuler leur euphorie après leur «succès de Durban», la conférence des Nations unies sur le racisme, dont tout le monde annonçait l'échec (lire page précédente). Le ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Louis Michel, dont le pays assume la présidence tournante de l'Union, est en effet parvenu *in extremis* à arracher un compromis inespéré. «Les pays candidats à l'ad-

*hésion, y compris la Turquie, se sont mobilisés derrière nous et nous ont soutenus jusqu'au bout, s'est-il réjoui dimanche, à son retour d'Afrique du Sud. C'est finalement une force de 28 pays que j'avais derrière moi [...], une force d'influence énorme.»* Pour un diplomate belge, «c'est la démonstration que lorsque les Américains ne sont pas là, les Européens peuvent faire quelque chose». «On a été les meilleurs défenseurs d'Israël: le texte final va moins loin que ce qu'étaient prêts à accepter les Etats-Unis», qui, eux, ont claqué la porte.

**Consensus en Macédoine.** L'unité de vue européenne se retrouve à propos de la Macédoine. «Il y a un accord général pour maintenir un engagement

politique et un engagement de sécurité» dans ce pays après le 27 septembre, a expliqué Hubert Védrine, c'est-à-dire une fois terminée l'opération de l'Otan de collecte des armes de la guérilla albanaise, «Moisson essentielle». Même si «l'Union n'a pas l'intention de créer un troisième protectorat dans l'ex-Yougoslavie», selon l'expression d'un diplomate allemand, chacun a bien conscience que la situation demeurera explosive. L'Union veut donc obtenir une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant l'envoi d'une force dont le noyau dur et le commandement seraient assurés par l'Otan, mais élargie à d'autres pays, notamment la Russie.

Là aussi, comme à Durban ou au Proche-Orient, les Européens montrent leur souci d'obtenir des alliances larges, à l'opposé de l'unilatéralisme américain. Il reste à savoir si cette affirmation de la diplomatie européenne n'est qu'un feu de paille qui s'éteindra au premier échec ou lors du retour des Etats-Unis sur la scène mondiale ●

JEAN QUATREMER

«Lorsque les Américains ne sont pas là, les Européens peuvent faire quelque chose.»  
Un diplomate belge, à propos de la conférence de Durban

## Bruxelles et la phobie d'un Nice bis

Les Quinze sont d'accord pour ne pas répéter les erreurs ayant mené au désastreux traité de Nice, conclu fin 2000. La prochaine réforme de l'Union, prévue pour 2004, sera précédée par une «convention» composée des représentants des parlements nationaux et européen, des gouvernements des Quinze et de la Commission de Bruxelles. Les pays candidats seront «associés», mais ne devraient pas avoir le droit de vote. La convention sera accompagnée d'un «forum» ouvert aux représentants de la «société civile», qu'elle pourra consulter autant que nécessaire. Elle ne devra pas accoucher d'un traité fin prêt, mais «d'options» afin de laisser les gouvernements décider. Le calendrier n'est pas encore très précis: la convention commencera ses travaux au premier semestre 2002 et devra les terminer un an plus tard. Ensuite, les gouvernements se réuniront soit en 2003, soit début 2004.

J. Q. (à Genval)